

Mentions légales & CONDITIONS GENERALES DE VENTE

CiblageWeb

CiblageWeb
Florence ROUSSELIN
10 rue des Canaux
28410 BOUTIGNY-PROUVAIS
France
Tél : 06 77 71 12 57

Hébergeur O2Switch 222-224 Boulevard Gustave Flaubert 63000 Clermont-Ferrand France

Les présentes CONDITIONS GENERALES DE VENTE sont éditées par la société CiblageWeb - Agence web de création, hébergement, référencement de sites internet, mise en relation clients temps réel, sites vitrines, sites professionnels, sites e-commerce, web services, formation, domiciliée 10 rue des Canaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ORLEANS sous le numéro 81783862600015 28410 BOUTIGNY-PROUVAIS.

Dans les CGV ci-dessous sont désignés par :

« **Le Prestataire** », la société CiblageWeb, est concepteur, créateur et éditeur de produits et de services web en ligne.

« **Le Client** », des particuliers et/ou des professionnels qui utilisent les produits et services commercialisés par intermédiaire du/des site(s) internet du Prestataire.

Article 1 Objet

Les présentes conditions générales de vente déterminent les droits et obligations du Prestataire et du Client dans le cadre de la commercialisation en ligne de ses produits et services. Elles s'appliquent aux Parties dès acceptation par le Client de l'offre du Prestataire.

Article 2 Dispositions générales

Les présentes régissent les relations contractuelles entre le Client et le Prestataire. Le Prestataire se réserve la faculté de modifier les présentes, à tout moment, par la publication d'une nouvelle version sur son site Internet. Les conditions générales de vente applicables sont toujours celles en vigueur à la date de la passation de la commande ou de l'acceptation du devis.

Les conditions générales de vente en vigueur sont consultables sur le site Internet du Prestataire. Ce dernier s'assure que leur acceptation par le Client est claire et sans réserve en mettant en place une case à cocher et un clic de validation. La signature d'un devis implique que le Client a pris connaissance et accepte expressément les termes et conditions des présentes.

Dans le cas où des conditions particulières viennent assortir les présentes en lien avec un produit ou à un service proposé par le Prestataire, elles sont dûment négociées et acceptées par les deux Parties. Les conditions particulières sont rigoureusement écrites et acceptées par les Parties sans restriction ni réserve.

Dans tous les cas, le Client reconnaît avoir bénéficié des conseils et informations nécessaires afin de s'assurer de l'adéquation de l'offre à ses besoins.

Le Client déclare être en mesure de contracter légalement en vertu des lois françaises ou disposer des pouvoirs nécessaires pour représenter la personne physique ou morale pour laquelle il s'engage. Il se porte fort du respect de ces conditions générales de vente pour l'ensemble de son organisation.

Article 3 Date d'effet

Les conditions générales de vente entrent en vigueur au moment de la passation de la commande ou de l'acceptation du devis par le Client. Elles prennent fin au paiement intégral par le Client des sommes dues au Prestataire et, le cas échéant, après règlement des éventuels désaccords ou litiges entre eux, qu'ils soient liés au paiement de la commande ou à tout autre sujet y afférent.

Article 4 Les étapes de la commande

Pour chaque commande passée, le Client suit une série d'étapes spécifiques à chaque Produit ou prestation de service. Les étapes-clé décrites ci-dessous sont systématiques mais non exclusives d'autres étapes lesquelles pourraient, selon les cas, être intégrées :

- Etape 1 : Information sur les caractéristiques essentielles du Produit
- Etape 2 : Choix du Produit, le cas échéant, de ses options et indication des données relatives au Client (informations d'identification, de domiciliation, adresse e-mail, etc.)
- Etape 3 : Passation de la commande et acceptation des conditions générales de vente attachées à l'accusé de réception confirmant la commande
- Etape 4 : Suivi des instructions pour le paiement et paiement des produits et services
- Etape 5 : Livraison des codes d'accès et comptes d'administration, inscription à la newsletter d'informations sur les produits, les prestations ou les actualités du Prestataire
- Etape 6 : Envoi de la confirmation par le Prestataire de la validité de la commande et de son bon paiement (prix partiel ou intégral)
- Etape 7 : Livraison de la commande par le Prestataire à l'adresse indiquée par le Client

Aux fins de bonne réalisation de la commande et conformément à l'article 1316-1 du Code civil, le Client s'engage à fournir des éléments d'identification authentiques et vérifiables. Le Prestataire se réserve la possibilité de refuser toute commande ne répondant pas à l'exigence ci-contre ou toute commande anormale, par exemple : réalisée de mauvaise foi particulièrement s'il existe un litige avec le Client relatif à une précédente commande.

Article 5 Le prix

Les prix des produits ou services vendus au travers du/des site(s) Internet du Prestataire sont indiqués en Euros hors taxes. Ce dernier se réserve la possibilité de les modifier à tout moment. Les prix applicables sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande ou ceux figurant sur le devis. TVA non applicable en vertu de l'article 293 B du CGI.

Les frais de télécommunication nécessaires à l'accès aux sites Internet du Prestataire sont toujours à la charge du Client.

Article 6 Produits et services

Les caractéristiques essentielles des produits et services commercialisés par le Prestataire sont consultables en ligne sur son/ses sites internet et, le cas échéant, sur le devis proposé par ce dernier.

La majorité des prestations dispensées sont mises en œuvre à travers une console d'administration, de télémaintenance ou de déplacement sur site dans le cadre d'une formation sur site. Le Prestataire met à disposition du Client un accès total à sa console d'administration. L'accès à cette console d'administration peut être limité dans le temps (en fonction du produit choisi et de ses options). Le droit d'accès à cette console d'administration est personnel, unique, incessible et intransmissible. Il est réalisé au moyen d'un code d'accès qui ne peut être partagé, cédé, revendu ou retransmis. La console d'administration est accessible 24/24h et 7 jours sur 7, sauf anomalie technique ou mises à jour ponctuelles.

En cas de violation des règles relatives aux codes d'accès et, en particulier, en cas d'utilisation de ces codes par plusieurs personnes, le Prestataire se réserve le droit d'interrompre ou de supprimer le service immédiatement sans préavis ou information préalable et sans qu'aucune indemnisation ne soit due au Client par le Prestataire.

Le Prestataire met en œuvre des moyens pour s'assurer que ses plateformes d'administration sont fonctionnelles et accessibles. En cas d'anomalie découverte par le Client, celui-ci s'engage à le prévenir dans les meilleurs délais afin que celui-ci puisse remédier aux éventuels dysfonctionnements. Il est indispensable que le Client dispose d'un équipement informatique adéquat lui permettant l'administration de son site (ordinateur, écran, connexion Internet, navigateur web, logiciel de messagerie, carte son et haut-parleurs pour la télémaintenance ou vidéoconférence ; la majorité du temps un équipement type ordinateur portable est suffisant). A cet égard, le Client atteste avoir reçu l'ensemble des informations essentielles nécessaires de la part du Prestataire.

Le Prestataire s'engage à honorer la commande sous réserve de la disponibilité de ses stocks. A défaut, le Prestataire en informe le Client.

Les illustrations ou photos des produits proposés à la vente par le Prestataire n'ont pas de valeur contractuelle.

Article 7 Clause de réserve de propriété et confidentialité

Les produits et livrables de services demeurent la propriété du Prestataire jusqu'au complet paiement du prix. Le Client s'engage à ne pas commercialiser à son tour les enseignements dispensés par le Prestataire, ni les reproduire, les transmettre ou les diffuser de quelque manière que ce soit. En particulier, le Client s'interdit de proposer des services ou produits concurrents aux produits ou services de la société.

Les données et informations échangées entre le Client et le Prestataire ont un caractère confidentiel. Aucune des Parties ne peut les utiliser en dehors du cadre ci-présent ni les revendre ou diffuser auprès de tiers.

Le Prestataire s'engage à les utiliser à des fins de gestion interne et ne pourra les communiquer à des tiers que si les textes législatifs ou réglementaires l'y obligent.

Lors du dépôt d'un nom de domaine, les sociétés en charge de certaines extensions (de manière non exhaustive : .fr .com .net .org .info .eu .biz ...) peuvent demander des informations personnelles sur le titulaire de l'hébergement, ceci, dans le but d'enregistrer au nom du client final le nom de domaine sur lequel il aura plein droit de propriété. Les informations communiquées lors de la souscription leur sont alors transmises : nom, prénom, entité, adresse postale, date de naissance.

Le Client peut expressément demander au Prestataire à ce que ses informations personnelles soient gardées confidentielles. Il devra pour cela envoyer un email à support@orbis360.com précisant sa demande, en même temps (ou avant) souscription du nom de domaine. Le Client est cependant informé que dans ce cas, le nom de domaine sera enregistré sous les coordonnées du Prestataire. Le Client pourra cependant récupérer son nom de domaine par transfert sortant. Il assumera alors, techniquement et financièrement, toute modification des informations sur la propriété du domaine.

Le Client reconnaît que lors d'une demande de support technique un technicien du Prestataire peut être amené à voir le contenu de son hébergement, quel qu'il soit. Le Prestataire et ses techniciens s'engagent à garder confidentiel le contenu auquel ils ont accès. En contrepartie, le Client autorise l'accès à ce contenu et lui permet d'effectuer toute opération nécessaire à l'élaboration d'un diagnostic ou d'une solution.

Article 8 Paiement

Le paiement d'un acompte de 30% est exigible immédiatement à la commande, y compris pour les produits en précommande. Le Client peut effectuer le règlement par carte de paiement ou PayPal ou virement en ligne ou via un lien direct de paiement sécurisé. Les cartes émises par des banques domiciliées hors de France doivent obligatoirement être des cartes bancaires internationales. En cas de retard de paiement, application d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ selon l'article D. 441-5 du code du commerce.

Le Prestataire n'accepte que certaines cartes dûment indiquées sur son site internet. Le paiement en ligne est sécurisé et les informations transmises sont chiffrées dans les règles de l'art et ne peuvent être lues au cours du transport sur le réseau. Toute garantie quant à la sécurité de ce système est entièrement de la responsabilité du sous-traitant du Prestataire et ne saurait lui être imputée. Une fois le paiement lancé par le Client, la transaction est immédiatement débitée après vérification des informations.

Le Client déclare avoir été informé par le Prestataire que l'engagement de payer donné par carte est irrévocable en vertu de l'article L. 132-2 du Code monétaire et financier. En communiquant ses informations bancaires lors de la transaction, le Client autorise le Prestataire à débiter sa carte du montant correspondant au prix indiqué. Le Client confirme qu'il est bien le titulaire légal de la carte à débiter et qu'il est légalement en droit d'en faire usage. En cas d'erreur ou d'impossibilité de débiter la carte, la transaction et la commande sont immédiatement annulées et ce, de plein droit.

Le paiement par chèque bancaire n'est possible que pour des chèques en euros tirés sur une banque domiciliée en France. Le chèque devra être établi à l'ordre du Prestataire et envoyé à l'adresse indiquée en tête des présentes CGV. Le chèque est encaissé > 30 jours avant l'expédition de la commande, sauf dérogation formelle et écrite du Prestataire.

Article 9 Délai de rétractation

Le Prestataire rappelle que les dispositions relatives au délai de rétractation prévues en droit de la consommation ne s'appliquent pas aux contrats conclus entre professionnels. Les acheteurs non professionnels disposent, en cas de vente à distance, d'un délai de rétractation de 14 jours. Pour l'exercice de ce droit, le Client non professionnel doit faire parvenir au Prestataire, dans le strict délai légal, un courrier recommandé avec avis de réception relatant sa volonté de résilier la commande, à l'adresse figurant en tête des présentes.

Par dérogation au paragraphe ci-dessus, le délai de rétractation ne s'applique pas aux produits fabriqués sur mesure ou pour des prestations datées par exemple : en déposant un nom de domaine par l'intermédiaire du Prestataire, le Client reconnaît que le service auquel il souscrit correspond à un service personnalisé.

Par conséquent, et conformément aux dispositions de l'article L 121-21-8, 3° du Code de la consommation, il ne lui sera pas possible d'exercer un droit de rétractation sur un nom de domaine. Un nom de domaine est un service enregistré de manière définitive et pour une période donnée auprès des organismes compétents. Le Client reconnaît que l'enregistrement d'un nom de domaine constitue, du fait des choix opérés par le Client, la fourniture d'un service personnalisé au sens de l'article précité.

De même, le délai de rétractation n'est pas applicable lors du renouvellement d'un contrat lorsque ce renouvellement est tacite.

Pour les contrats d'abonnement, le Client dispose d'un délai de trente jours pour procéder à leur résiliation. Passé ce délai, il est dans l'obligation d'attendre la fin du contrat en cours sans possibilité de résiliation ou de remboursement prorata temporis d'une période d'hébergement non utilisée.

Le Client est expressément informé et reconnaît accepter que les données hébergées soient supprimées du service souscrit 30 jours après dépassement de sa date d'échéance. Le service est alors recyclé. Il appartient, par conséquent, au Client de procéder à toutes les sauvegardes nécessaires. Le Client peut demander une destruction plus rapide des données en formulant la demande auprès du Prestataire. La confirmation de la destruction est obtenue sur simple demande auprès de celui-ci.

Article 10 Réclamations - Litiges

En cas de réclamation, le Client prend contact par écrit avec le Prestataire aux coordonnées figurant en préambule. Si malgré tous leurs efforts, les Parties ne trouvent pas d'issue amiable aux différends qui les oppose, les litiges sont réglés conformément aux dispositions de l'article 25 infra.

Article 11 Droits de propriété intellectuelle

Les marques, noms de domaines, produits, logiciels, images, vidéos, textes ou plus généralement toute information objet de droits de propriété intellectuelle sont et restent la propriété exclusive du Prestataire ou de ses donneurs de licence. Aucune cession de droits de propriété intellectuelle n'est réalisée dans le cadre présent.

Toute reproduction totale ou partielle, modification ou utilisation de ces biens pour quelque motif que ce soit est strictement interdite. Le Client s'interdit en particulier de reprendre toute information tirée des produits pour en faire des produits concurrents au Prestataire ou de réutiliser ces produits pour former des tiers de quelque manière que ce soit.

Article 12 Force majeure

L'exécution des obligations du Prestataire est suspendue en cas de survenance d'un cas de force majeure qui en empêcherait la poursuite. Le Prestataire en avise le Client dans les plus brefs délais.

Article 13 Garantie commerciale

Au titre des présentes conditions générales de vente, le Prestataire est lié par une obligation de moyens.

Article 14 Disponibilité et présentation

Les commandes sont traitées sous réserve des stocks disponibles chez le Prestataire et/ou chez ses fournisseurs.

En cas d'indisponibilité d'un article pour une période supérieure à 30 (trente) jours ouvrables, le Client est immédiatement prévenu des délais prévisibles de livraison. Si le Client décide d'annuler la commande, il en fait la demande auprès du Prestataire. Dans ce cas, il lui sera accordé au choix, un avoir ou un remboursement pour le montant acquitté au moment de la commande.

Les photos des produits sont des suggestions de présentation et ne lient aucunement le Prestataire.

Article 15 Protection des données personnelles

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, le Client dispose de droits d'interrogation, d'accès, de modification, d'opposition et de rectification de ses données personnelles. Le Prestataire déclare l'ensemble de ses fichiers contenant des données personnelles à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. En adhérant aux présentes, le Client consent à ce que ses données soient collectées et utilisées. De même, en saisissant son adresse email sur l'un des

sites du Prestataire, le Client peut faire le choix de recevoir des emails contenant des informations et des offres promotionnelles.

Le Client peut se désinscrire à tout moment en cliquant sur le lien présent à la fin des emails du Prestataire ou en lui formulant une demande écrite à l'adresse figurant en tête des présentes.

Le Prestataire effectue sur l'ensemble de ses sites un suivi de la fréquentation. Pour cela, il a recours à des outils tels que Google Analytics, Xiti, et Google Optimiseur de site. Ces données, non nominatives, lui permettent d'améliorer l'expérience d'utilisation de ses sites Internet et de personnaliser les sites en fonction des demandes fréquentes des utilisateurs. Les pages de confirmation et conversion de ses formulaires sont en général équipées du dispositif Google Optimiseur de site afin de mesurer leur efficacité et le niveau d'intérêt des prospects et clients.

Le Client peut consulter sur le lien adéquat les Règles de confidentialité de Google Optimiseur. Le cas échéant le Prestataire est susceptible de recourir à des sous-traitants pour effectuer le paiement, la gestion de la facturation, des commandes, l'inscription aux webinars, la gestion de la newsletter ou la mise en place de pages web. Si tel est le cas, les données personnelles sont transférées à ses prestataires lesquels résident aux Etats-Unis. En acceptant les présentes, le Client accepte aussi que ses données personnelles leur soient transférées.

Article 16 Clause limitative de responsabilité

La responsabilité du Prestataire est écartée expressément par les présentes conditions générales de vente pour tous dommages indirects subis par le Client tels que et sans que cette liste ne soit limitative les pertes de gains ou de profit, les pertes de chiffre d'affaires, les pertes de fonds de commerce, toutes autres pertes similaires.

Article 18 Domaine

Dans le cadre des présentes, un nom de Domaine est offert au Client. Les coûts éventuels concernant le transfert du nom de domaine existant sont à sa charge exclusive. Les coûts liés à des noms de domaine supplémentaires sont à également et entièrement à sa charge.

Article 19 Référencement

Le Prestataire s'engage à employer des moyens appropriés pour obtenir l'indexation des sites de ses clients sur internet et fait le meilleur effort pour référencer les sites de tout Client ayant souscrit aux services de référencement du Prestataire. Le budget maximum journalier Google Adwords est défini pour chaque campagne par le client. Le Prestataire est force de proposition concernant l'intitulé des mots clé ainsi que la rédaction des annonces. Le Client reste le décideur final de la rédaction des annonces ainsi que de l'intitulé des mots clé. Toute demande de modification de la part du Client visant à l'optimisation est possible pendant la campagne de référencement sur simple demande exprimée par écrit sans coût supplémentaire à condition toutefois que le Client ait souscrit à l'offre correspondante. Le Prestataire gère l'administration des campagnes et se réserve le droit d'intervenir à tout moment afin d'optimiser au mieux les campagnes de référencement. Le temps entre la création des comptes de campagne et la diffusion des annonces peut varier de manière considérable suivant les validations exigées par Google.

Article 20 Administration du site

Le Client est administrateur de son site web et, à ce titre, peut tout faire sur son espace web dans les limites fixées par les lois en vigueur. Le Prestataire ne peut en aucun cas être tenu responsable ni du contenu, ni des actions volontaires ou involontaires du Client qui entraîneraient des dysfonctionnements voire une mise hors ligne du site.

Article 21 Sauvegarde

Le Prestataire recommande au Client d'effectuer des sauvegardes journalières en particulier avant d'entreprendre des changements importants. Une sauvegarde est une précaution indispensable. La restauration d'une sauvegarde ne peut en aucun cas être garantie ni par l'éditeur du logiciel, ni par le Prestataire.

Le Client est responsable de ses sauvegardes. Le Prestataire met à disposition un contenant (hébergement) où le Client est libre de déposer ses données. De fait, le Client reconnaît que l'ensemble du contenu est sous sa propre gestion et responsabilité. Le Client doit veiller à la maintenance de toute donnée hébergée sur les services du Prestataire. Le Client doit veiller à l'intégrité des données qu'il héberge ainsi qu'à la sécurité des informations (identifiants par exemple) qui sont mises à sa disposition par le Prestataire.

Le Client doit veiller à ce qu'aucun détournement du service, volontaire ou malveillant, ne soit réalisé. Le Client s'engage à garder une copie, saine et à jour de ses données, quel qu'en soit la nature, sur tout média à sa seule discrétion et à ses propres frais. Dans un but de sauvegarde des données confiées au Prestataire, cette sauvegarde est indépendante du service d'hébergement du Prestataire.

Le Prestataire recommande au Client de récupérer, une fois par semaine, le contenu complet de son accès ftp, tous répertoires confondus, ainsi que de ses bases de données. La responsabilité du Prestataire ne saurait être recherchée en cas de manquement du Client à restaurer une copie saine et à jour de ses données.

Cependant et dans le cas où la responsabilité du Prestataire devait être relevée par une autorité judiciaire, le montant des indemnités dues ne pourra excéder le montant des prestations facturées au Client pour la période de souscription ou, le cas échéant, pour la période du dernier renouvellement des prestations.

Plus généralement, le Client fait de son affaire tout comportement, toute maintenance, toute erreur, toute opération sur et en rapport avec le contenu présent sur l'hébergement. La responsabilité technique et financière est celle exclusivement du Client.

Article 22 Hébergement

Les données mises à disposition ou stockées via les services du Prestataire doivent répondre aux exigences des textes français en vigueur. Le Client, veille pour sa part, à ce qu'ils soient conformes aux textes de son pays de domiciliation lorsque celui-ci n'est pas la France. Sont interdits en hébergement, tous contenus, qu'ils soient accessibles ou non, comme :

- Les fichiers soumis aux lois sur la propriété intellectuelle et pour lesquels le Client ne dispose pas de l'accord nécessaire à la diffusion
- Les liens P2P dont le contenu est soumis aux lois sur la propriété intellectuelle et dont le client ne dispose pas de l'accord nécessaire à la diffusion
- Les fichiers à caractère injurieux, diffamatoires, racistes, terroristes, xénophobes, apologie du crime, etc.
- Les fichiers incitant à la discrimination, au piratage, à la pédophilie, à commettre un quelconque délit

Le Client s'engage à ne pas inclure de redirection de son domaine (incluant tout type de liens hypertextes) vers des sites diffusant des contenus illicites ou tels qu'indiqués ci-dessus.

Le Prestataire refuse les sites web à caractère pornographique.

L'envoi de courriers électroniques (email) par l'intermédiaire des services du Prestataire n'est pas limité dans le cas d'un usage normal, non automatisé. L'envoi de courriers électroniques par l'intermédiaire des services du Prestataire est limité, pour éviter tout abus, à vingt mille envois (nombre de courriers électroniques) par jour dans le cas de l'usage d'un quelconque mécanisme d'envoi automatisé.

L'envoi de courriers non sollicités (SPAM) par l'intermédiaire des services du Prestataire est strictement interdit et sanctionné. Cela pourra entraîner la fermeture immédiate et sans préavis du compte concerné.

Tous les envois de courriers électroniques groupés doivent être effectués avec l'accord préalable des destinataires.

Tous les envois de courriers électroniques de démarchage sont proscrits, quelle que soit la nature de l'expéditeur, dès lors que le destinataire n'en ait pas sollicité la réception.

Dans tous les cas cités ci-dessus, le Prestataire pourra interrompre le contrat d'hébergement concerné sans préavis et sans qu'aucune indemnité ne puisse lui être demandée.

Le Client porte l'entière responsabilité du contenu et de toutes les informations hébergées sur son compte ainsi que de la diffusion de ces informations. En aucun cas le Prestataire ne saurait être tenu pour responsable d'un manquement aux lois françaises ou internationales commis par le Client.

Article 23 Protection des ressources

Dans le cadre d'un hébergement web mutualisé, le Client s'engage impérativement à respecter certaines règles :

- Faire fonctionner tout processus demandant plus de 1024Mb (1Go) de mémoire vive, plus de 420 secondes consécutives d'utilisation du CPU, ou utilisant plus de 95% de toutes les ressources d'un serveur physique, n'importe quand.
- Faire fonctionner des programmes en mode server-side sur le serveur. Cela inclut toutes sortes de daemons, comme IRCD. Faire fonctionner tout programme binaire autre que ceux mis à disposition par le Prestataire

- Faire tout usage autre que les requêtes POST, GET, OPTIONS, PUT nécessaires au bon fonctionnement d'un site internet
- Consommer plus de 1000Opps, au même moment, sur l'interface réseau du serveur hébergeant votre site.
- Stocker ou héberger un fichier dont la taille unique est supérieure à 50go. Créer un répertoire contenant, à lui seul, plus de 20000 fichiers (c'est notamment le cas des systèmes de cache incontrôlés qui induisent l'écriture massive de petits fichiers, saturant et réduisant les performances d'un disque dur). Utiliser plus de 500000 inodes sur un même espace d'hébergement web
- Faire fonctionner des softwares (eggdrops par exemple) ayant une connection avec un réseau IRC (Internet Relay Chat)
- Faire usage des services mis à disposition par le Prestataire comme solution de sauvegarde directe, indirecte, ou d'un service tiers
- "L'offre unique" du Prestataire représente un service d'hébergement web mutualisé, de sites internet. En ce sens l'hébergement web ne doit pas servir à d'autres usages que d'héberger des sites internet ou tout service lié (comme la messagerie). Tout autre usage est proscrit par les présentes
- Les bases de données servent seulement les sites de l'hébergé, au sein de l'infrastructure du Prestataire et ne doivent subir aucun accès extérieur
- Faire usage de tout ou partie des services mis à disposition par le Prestataire en complément de prestations d'hébergement assurées par un tiers

Généralement, le Client est prévenu de la surconsommation sans que son site ne soit désactivé. Cependant, le Prestataire se réserve un droit de suspension immédiate et sans préavis si celui-ci met gravement en danger la stabilité des installations.

La sous-location d'un espace d'hébergement web mutualisé est strictement interdite. Elle sera passible d'une suspension puis d'une destruction du compte concerné. L'hébergé sera alors alerté par email. Le Prestataire peut être amené à suspendre, sans compensation ni avertissement préalable, tout accès web d'un compte d'hébergement contenant des données d'hameçonnage, filoutage, etc.

Article 24 Qualité de service

Le Prestataire met tout en œuvre pour fournir un service exemplaire pour tous. Il ne pourra être tenu pour responsable en cas d'indisponibilité ou d'un problème quelconque qui ne lui est pas directement imputable ou dépend d'un tiers dont il n'a pas le contrôle. La sphère internet étant en constante évolution, le Prestataire se réserve le droit de modifier, comme bon lui semble, ses infrastructures, technologies utilisées et services.

Article 25 Droit applicable

Toutes les clauses figurant dans les présentes conditions générales de vente, ainsi que toutes les opérations qui y sont visées, relèvent du droit français et sont soumises à la compétence des tribunaux du siège social du Prestataire.

CiblageWeb vous accompagne quotidiennement sur la création, la gestion, le référencement et vous souhaite une magnifique présence sur la toile vous garantissant ainsi une relation clients optimisée et un retour sur investissement en conséquence.